

RICHARD COOPER

Professeur d'économie à l'Université d'Harvard

Je souhaiterais vous parler des risques mondiaux et je tiens à signaler que ma liste ne se limite pas aux maladies infectieuses. Nous sommes tous exposés à de nombreux risques dans notre vie, et les chefs d'entreprise et les gouvernements sont également confrontés à des risques. Je vais axer mon intervention sur les risques ayant un impact mondial. Ma liste est plutôt longue et pour mieux la structurer, il convient de faire la distinction entre les différentes catégories de risques : ceux qui impliquent une action humaine délibérée, ceux qui sont des conséquences involontaires de l'action humaine, et ceux qui ne découlent pas d'une action humaine mais qui affectent néanmoins la société. Cette dernière catégorie inclut les tremblements de terre, les tsunamis et les typhons ; nous avons vu des exemples dramatiques de chacun de ces événements au cours des trois dernières années. J'inclus également dans cette liste les impacts des astéroïdes, comme l'ont fait les médias. Ce sont des événements qui peuvent affecter nos vies mais pour lesquels nous ne pouvons pas faire grand-chose pour le moment et auxquels nous devons faire face s'ils se produisent.

Dans la catégorie des actions humaines délibérées, figurent les actes terroristes où une personne ou un groupe de personnes décident de lancer des actions qui mettent la société en danger ; nous en avons déjà vu et nous en verrons probablement d'autres. J'inclus ici les cyber-attaques, dont il a été fait mention tout à l'heure. Les cyber-attaques menées par des organisations non gouvernementales pourraient être qualifiées de terroristes dans le sens où elles cherchent à nuire aux gouvernements ou à leur compliquer la vie.

Il s'agit là des deux extrêmes : les actions humaines délibérées et celles échappant à tout contrôle. Entre ces deux extrêmes, se trouve un large éventail d'événements pouvant découler de l'action humaine, mais non directement voulues par l'action humaine. Le changement climatique rentre dans cette catégorie, en effet les sociétés font toutes sortes de choses qui mènent au changement climatique. Il n'est toutefois nullement dans leur intention de provoquer un changement climatique, même si je dois introduire ici une réserve technique : en effet le premier scientifique à avoir identifié la probabilité d'un changement climatique était un Suédois à la fin du 19^e siècle et il appelait ce changement climatique de ses vœux, seul moyen d'avoir des hivers plus chauds en Suède ! C'est un exemple de conséquences non intentionnelles, mais elles pourraient s'aggraver au fil du temps. Je ne vais pas m'étendre plus longtemps sur le changement climatique car l'horizon temporel que j'ai défini, de façon quelque peu arbitraire, pour l'identification des risques se limite aux deux prochaines décennies. Or, les principaux impacts du changement climatique, que nous verrons apparaître progressivement, se situeront en dehors de cette période. Je note toutefois que le changement climatique peut d'ores et déjà affecter des pathogènes ou des insectes vecteurs de pathogènes. Nul n'a l'intention de propager des maladies infectieuses, mais les hommes sont de regrettables transmetteurs de maladies.

Ensuite, on trouve la catégorie des événements relevant de la politique, notamment les guerres et les conflits sociaux qui peuvent avoir des répercussions à l'échelle mondiale. Beaucoup de conflits civils n'ont certes pas d'implications mondiales, mais avec les technologies et moyens d'informations modernes et le commerce des armes, nous voyons que de plus en plus de conflits, qui par le passé auraient été circonscrits au niveau local, prennent une dimension internationale. Un conflit civil en Arabie saoudite, par exemple, aurait un impact mondial évident et entraînerait un risque potentiellement grave pour la simple raison que nous dépendons tous non seulement du pétrole du Golfe persique mais du pétrole saoudien en particulier, huit millions de barils par jour. Les conflits internes se sont enchaînés dans les pays arabes : la Tunisie, l'Égypte, le Yémen et maintenant la Syrie, avec une contagion probable au Liban ; si un tel conflit interne devait se produire en Arabie saoudite, tout le monde en ressentirait les conséquences, pas seulement de façon abstraite à travers les médias, mais directement à travers la hausse des prix du pétrole.

Un autre risque est le fanatisme au Moyen Orient. Je ne suis pas un expert de la Syrie, mais mon impression à première vue est que le fanatisme sunnite-chiïte sévit déjà là-bas. Il ne s'est heureusement pas répandu dans la région, mais on peut imaginer une version moyen-orientale de la Guerre des Trente Ans qui déchira l'Europe sur fond de différences religieuses, de différences culturelles et d'ambitions politiques conflictuelles. Cela aurait bien sûr des conséquences mondiales directes aussi bien au travers du pétrole que de l'attention qui s'y focaliserait.

Nous ne pouvons pas écarter la possibilité d'un conflit entre États. On pense généralement à un conflit au Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, deux pays en possession de l'arme nucléaire, et il est facile d'imaginer toute une série de conséquences échappant à tout contrôle, et catastrophiques pour des millions de personnes. Taïwan figure traditionnellement sur cette liste. La situation de Taïwan est plutôt bien gérée pour le moment. Cela pourrait ne pas durer indéfiniment mais, pour l'heure, Taïwan est au bas de la liste. Il y a aussi la péninsule coréenne, une constante. Et maintenant, nous avons la querelle entre la Chine et le Japon au sujet d'îles inhabitées qui, à ma connaissance, n'ont qu'une valeur symbolique, avec un risque d'escalade, et le risque d'escalade existe bel et bien. Bien entendu, ces deux pays sont convaincus qu'il y a du pétrole tout autour ; on saura un jour si c'est la vérité, mais pas tant que ces îles feront l'objet d'une âpre dispute. Un sentiment nationaliste s'en mêle maintenant. Il serait extrêmement prématuré de parler de conflit sérieux ici, mais l'année 2014 sera le centenaire du début de la Première Guerre mondiale, ce qui constitue un avertissement salutaire.

Nous avons beaucoup de chefs d'entreprises qui enseignent à Harvard, et l'un d'eux a décidé d'organiser une conférence sur le centenaire du début de la Première Guerre mondiale. Il m'a demandé d'analyser les liens entre l'économie européenne en 1913 et la Guerre. La fin du 19^e siècle, entre 1870 et 1913, a été la dernière grande période de mondialisation. Malgré la forte interdépendance économique en 1913, les pays européens sont entrés en guerre. Je me suis donc penché sur l'histoire des origines de la Première Guerre mondiale, et j'ai trouvé ça captivant. On a là un parfait exemple de dynamique, ou si vous préférez d'effet domino ou de jeu de la poule mouillée, menant à une issue que personne n'avait prévue. Chaque pays pensait pouvoir bluffer ses adversaires potentiels. Mais ils se trompaient et ont été attirés dans une guerre qui a radicalement changé l'Europe. L'Europe de 1913 et l'Europe de 1919 n'avaient plus rien à voir, même en faisant abstraction de l'épidémie de grippe qui tua des dizaines de millions de personnes et qui fut propagée par des soldats revenant de la guerre.

Si je mentionne ce fait, c'est parce qu'il est nécessaire de prendre ces possibilités au sérieux, même si elles semblent éloignées. Une diplomatie qui fonctionne se révèle être de première importance pour éviter des choses qu'ainsi aucun d'entre nous ne verra jamais. C'est une conséquence sous-estimée de la bonne diplomatie que des événements malheureux ne se produisent pas. L'avantage inestimable d'une bonne diplomatie est d'empêcher les conflits. C'est une grave erreur de dénigrer nos diplomates au motif qu'ils semblent ne rien faire, parce que c'est souvent ce qu'ils nous évitent qui est le plus important.

Il ne suffit pas d'identifier les risques potentiels ; comme les économistes vous le diront, vous devez estimer les probabilités, et certains de ces événements sont extrêmement improbables. Vous savez sans doute que la Terre a connu cinq grandes extinctions à ce jour, la dernière remontant à 65 millions d'années ; nous n'existerions probablement pas si les dinosaures avaient survécu. Cela pourrait se reproduire ; il s'agit d'un événement à très faible probabilité, mais nous avons un réseau de spécialistes des astéroïdes, nous construisons une base de données répertoriant les astéroïdes de plus de 10 km de diamètre, et des gens réfléchissent au moyen de les dévier s'ils croisent le chemin de la Terre. Je suis très heureux d'apprendre l'existence de cette communauté, mais je considère très peu probable l'impact catastrophique d'un astéroïde.

Si vous me demandiez quels sont les événements à forte probabilité, je dirais qu'une grave attaque terroriste est très probable, comme nous l'avons vu ces cinq dernières années. Je ne parle pas de voitures piégées, mais d'une grave attaque contre la société. Je regrette mais j'aurais répondu différemment à la question posée à Carl Bild au déjeuner ; je pense qu'Edward Snowden a du sang sur les mains. Révéler la principale source d'informations concernant la traque des réseaux terroristes est extrêmement préjudiciable. Je considère qu'un tel événement a une probabilité raisonnablement élevée. Le risque principal n'est pas l'événement en tant que tel car les terroristes ne peuvent pas détruire la société moderne, mais la réaction de la société moderne et de ses dirigeants à un tel événement. En effet, une réaction stupide pourrait détruire la société moderne. Il est très important que les dirigeants gardent leur sang-froid et communiquent étroitement les uns avec les autres. On peut imaginer la possibilité d'un effondrement d'un système interdépendant entier, par exemple la paralysie des transports, il est donc primordial de réagir avec calme et intelligence à toutes attaques terroristes et d'empêcher tout mouvement de panique.

L'autre événement à forte probabilité est une crise financière. La première réunion de la World Policy Conference a eu lieu en 2008, juste après la faillite de Lehman Brothers, mais je dois dire qu'elle avait été planifiée avant ce crash, et d'ailleurs la gravité de la crise financière n'avait pas alors été anticipée. Nous avons eu une très mauvaise expérience

avec la crise financière et la récession qui s'en est suivie. La crise financière est restée plus ou moins confinée des deux côtés de l'Atlantique Nord, mais la récession qu'elle a provoquée s'est propagée partout dans le monde et a touché des millions de personnes. Nous avons essayé de corriger le système, et par « nous », j'entends les États-Unis, le Canada, les pays européens et le Japon, et quelques marchés émergents ont également pris part aux discussions. Ce processus était nécessaire mais je ne suis pas très optimiste quant à l'issue. Les grandes institutions financières ont résisté bec et ongle aux nouvelles réglementations que, pour ma part, je juge nécessaires dans ce processus, et je crois que nous risquons d'être confrontés à une autre crise financière dans les deux prochaines décennies. J'espère que nous réussirons protéger ce que les économistes appellent l'économie réelle, c'est-à-dire la production de biens et services, et le bien-être des familles, de la prochaine crise financière.

Impossible de formuler les choses autrement, nos grosses banques sont tout simplement dangereuses. Il se passe rarement une semaine sans que de nouvelles accusations soient portées contre les banques, montrant non seulement qu'elles sont dangereuses mais également qu'elles sont des escrocs, ou que des escrocs y travaillent. La liste est longue mais je me contenterais de citer l'entente illicite sur les prix et le blanchiment de capitaux pour des organisations criminelles et pour des États faisant l'objet de sanctions. Je suis parvenu à la conclusion que soit les hauts dirigeants de ces banques sont des escrocs ayant sous leurs ordres des escrocs, conclusion à laquelle je suis réticent car certains d'entre eux sont des amis personnels, soit ces institutions sont tout simplement trop lourdes à gérer et il est impossible pour les PDG de gérer efficacement ces très grosses et très complexes institutions. D'où la nécessité de réduire leur taille. Mais dire cela et le traduire en actes sont deux choses très différentes, cependant si l'occasion se présente, nous devrions les encourager à se scinder et se décentraliser, séparer leurs différentes fonctions, souvent incompatibles.

Une dernière catégorie de risques que je tiens à mentionner est un changement technique majeur. Les grands changements techniques apportent certes des avantages à certaines personnes, mais sont également souvent préjudiciables à d'autres. Concrètement, certains changements rendent les vieux modèles économiques obsolètes. C'est ce que nous voyons actuellement ; nous savons que la presse est soumise à une pression extrême de la part des médias électroniques modernes, et ce sera peut être ensuite au tour de la télévision. L'impact de longévité sur les modèles économiques des compagnies d'assurance est un autre exemple ; je mentionne l'influence diverse et complexe de l'évolution technique afin d'alimenter la suite des discussions.